

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL DU 4 NOVEMBRE 2014

Envoyé en préfecture le 12/11/2014

Reçu en préfecture le 12/11/2014

DELEGUES :	Affiché le	SEBA EAU
Nombre	79	Personnel
Quorum		40
Présents		42
Pouvoirs		6
Votants		48
Abstentions		0
Suffrages exprimés		48
Majorité requise		25
Pour		48
Contre		0

OBJET : N° 2.3 – ORGANISATION INSTITUTIONNELLE – MODIFICATION STATUTAIRE LIEE A LA COMPETENCE ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF -

L'an deux mille quatorze, le quatre du mois de novembre, à dix-sept heures trente, les membres du COMITE SYNDICAL du SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, se sont réunis au siège du Syndicat à la Sigalière à LARGENTIERE, sur la convocation qui leur a été adressée par le Président du Syndicat conformément au Code Général des Collectivités Territoriales (article L 5211-8), sous la présidence de Monsieur Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Conformément aux statuts du Syndicat et aux dispositions du règlement intérieur du syndicat, participent à la présente délibération tous les délégués énumérés ci-dessous.

Titulaires présents avec voix délibérative :

SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes : MM. LANGLET Patrick (Les Assions) / VENDEVILLE Patrice (Banne) / BALMELLE Robert (Berrias -Casteljaou) / FAUGIER Christian(Chandolas)/ MME MOUTERDE Hélène (Chassiers) / M. PLANTEVIN Patrick (Chauzon) / Mme TAULEIGNE Lise (Fabras) / M. PASCAL Jean (Faugères) / Mme CHAGOT Patricia (Grospierres) / MM. LEYNAUD Jean-Marc (Joannas) / FLAMBEAUX Patrice (Labeaume) / PONTHER Jean-Yves et CLADOT Bernard (Labégude) / LEGENDRE Yves (Laurac en Vivarais) / BELLOT James (Meyras) / RAMANMALI Angelin (Montréal) / VIELLARD Jean-Léon (Pradons) / AUDIBERT François (Ribes) / IMBERT Guy (Rocher) / MEISS Bernard (Saint Andéol de Vals) / GARRIDO Jean-Manuel (St André de Cruzieres) / MERINE Philippe (St Privat) / OZIL Raymond (Sampzon) / DUGAS Laurent (Tauriers) / Mme CHARROUD Annie et M. AVIAS Cyrille-Christophe (Ucel) / MM. LECOSSOIS Jean-Marie (Uzer) / SAUBIN Philippe et LACROTTE Robert (Vals-Les-Bains) / VEYRENC Eric (Vernon)	SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour les communes adhérentes directes : M. CIVIER Stéphane (Aubenas) / Mme CHASTAGNIER Geneviève (Joyeuse) / M. IMMACOLATO Jean-Pierre et Mme MAIRESSE Nadine (Vallon Pont d'Arc)
	SEBA ASSAINISSEMENT : pour les Communautés de Communes : MM. GARRIDO Jean-Manuel (CDC Pays des Vans en Cévennes) / PONTHER Jean-Yves (CDC Aubenas-Vals) /

Titulaires ayant donné procuration :

SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes: M. SERRE-CHAMARY René (Chassiers) à Mme MOUTERDE Hélène M. CHARRIERE Jacques (Ruoms) à M. MARC Christian Mme EL FARKH Marie (Vals-Les-Bains) / à M. LACROTTE Robert M. MANENT Pierre (Vinezac) à M. LAURENT André	SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat « OLIVIER DE SERRES » : M. BACCONNIER Jean-Claude à M. PASCAL Jean
	SEBA ASSAINISSEMENT : pour les Communautés de Communes : M. MANENT Pierre (CDC Vinobre) à M. PONTHER Jean-Yves

Titulaires excusés :

SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes: MM. MATHIEU Jean-Claude (Beaulieu) / CHAMBON Roland (Lachapelle S/s Aubenas) / CHARRON Claude et ORIVES Eric (Lalevade d'Ardèche) / RISSE Michel (Malbosq) / PETROLACCI Raymond (Prunet) / GIBERT Alain (Rocles) / DEVANCIARD Gilles (St Alban Auriolles) / ROURISSOL Denis (St Privat) / OLIVIER Robert (Sanilhac) / SOUTEYRAND Marc (Ucel) / GRASSET Guillaume (Vinezac)	SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour les communes adhérentes directes : Mme TOURRE Nathalie (Joyeuse) SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat « OLIVIER DE SERRES » : Mme CHAGNOL Dominique SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat ST ETIENNE-DE-FONTB./ ST SERNIN : M. DURIEU Jean-Marie SEBA ASSAINISSEMENT : pour les Communautés de Communes : Mme CHAGNOL Dominique (CDC Gorges Ardèche)
--	---

Titulaires absents :

SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes : MM. CONSTANT Bernard (Balazuc) / GIRAUD Jacky (Chazeaux) / BALAZUC Thierry (Lachapelle S/s Aubenas) / ROSE Hermand et Mme AMET Maryse (Largentière) / MM. VEYRENC Yves (Pont de Labeaume) / Mme KONARZEWSKI Jessica et M. ROURE Sébastien (Rosières) / M. PERBOST Serge et Mme MESSAOUDI Simone (Ruoms) / MM. SERRE Michel (St Alban Auriolles) / BOISSEL Jean-Luc (Saint Julien du Serre) / JAUFFRE Michel (Saint Pierre de Colombier)	SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour les communes adhérentes directes : MM. ETIENNE Claude (Chirols) / CONTESSO Franck (Fons) / BARALE Ange (Vallon Pont d'Arc) SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat d'adduction de BARJAC : MM. CHAULET Edouard, UGHETTO René et MARRON Jacques SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat « OLIVIER DE SERRES » : MM. FALLOT Joseph et LADREYT Jean-Pierre
--	--

Suppléants présents avec voix délibérative :

SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes : MM. VAN DYCK (Rocles) / MARC Christian (Ruoms) / ROGIER Jean-Marc (St Privat) / BOYER Joël (Ucel) / LAURENT André (Vinezac)	SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat ST ETIENNE-DE-FONTB./ ST SERNIN : M. DEVOS Benoît
--	--

La Secrétaire de séance est : Mme TAULEIGNE Lise.

- 1/2 -

« La Sigalière » – Les Vergnades – 07110 LARGENTIERE

Tél. 04 75 89 96 96 – Fax : 04 75 89 96 97 – E.mail : administration@seba-eau.fr - Site internet : www.seba-eau.fr

**OBJET : N° 2.3 – ORGANISATION INSTITUTIONNELLE –
MODIFICATION STATUTAIRE LIEE A LA COMPETENCE ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF -**

Le SEBA a récemment été saisi par quatre Communautés de Communes (des « Gorges de l'Ardèche », du « Pays d'Aubenas-Vals », du « Vinobre » et « Berg et Coiron ») pour étudier les possibilités de mutualisation des services concernant le contrôle des installations d'assainissement non collectif.

Après plusieurs années de fonctionnement, le SPANC du SEBA voit actuellement, comme les autres structures du même-type, son activité décliner ; en effet environ 85 % des contrôles des dispositifs d'assainissement existants ont été effectués. L'effectif du service a été adapté en conséquence et est passé de 6 techniciens et 1 secrétaire en 2013 à 4 techniciens et ½ secrétaire en 2014 (titulaires : 1 adjoint technicien, 1 agent technique, ½ secrétaire ; contractuel : 1 agent ; emploi d'insertion : 1 agent).

Le constat est le même pour les Communautés de Communes qui, après la première phase de contrôles des installations existantes, voient leur activité se limiter aux derniers contrôles des dispositifs existants et aux contrôles à la demande des usagers dans le cadre des installations nouvelles et réhabilitées ainsi que des ventes.

Les Communautés ayant fait une demande informelle de mutualisation comportent pour trois d'entre elles des communes déjà adhérentes au SEBA pour la compétence assainissement et dont les contrôles SPANC sont réalisés par le SEBA. Après comparaison des règlements de service, il est constaté que les modalités de fonctionnement sont globalement comparables, notamment la périodicité des contrôles de l'existant (8 ans).

Suite à une rencontre avec les représentants de ces collectivités, le Collège Exécutif du SEBA propose de ne permettre qu'aux seules communautés de communes l'adhésion au SEBA pour la compétence facultative « Assainissement Non Collectif ». A cette fin, une modification des statuts est nécessaire pour scinder la compétence « Assainissement » en deux compétences distinctes « Assainissement Collectif » et « Assainissement Non Collectif », (ce qui sous-entend la création de deux budgets distincts pour chacune de ces compétences).

Le projet de statuts modifiés, qui pourrait demander d'éventuels aménagements juridico-administratif mineurs, sera soumis à l'ensemble des Communautés de Communes susceptibles d'adhérer.

Dans l'attente de la prise de l'arrêté inter préfectoral à intervenir (délai de 6 mois environ), le SEBA répondra dans cette perspective favorablement à des sollicitations des Communautés s'engageant sur la voie de l'adhésion et autorise le Président à signer les conventions de mission de mandat aux conditions tarifaires arrêtées par le Comité Syndical de décembre 2014 dès lors que le SEBA aura été retenu par celles-ci.

Sur proposition de son Président, le Comité Syndical, est appelé à se prononcer sur les propositions suivantes :

- Décider de modifier les statuts du SEBA permettant aux seules Communautés de Communes d'adhérer à la compétence facultative « Assainissement Non Collectif » afin que le SEBA puisse intervenir sur le territoire des communes non membres du SEBA au titre de la compétence obligatoire 1 « Production et distribution à l'utilisateur » et de la compétence facultative 2 « Assainissement collectif et non collectif » ;
- Approuver les statuts ainsi modifiés **joints en annexe** ;
- Autoriser le Président, dans l'attente de la prise de l'arrêté inter préfectoral actant cette modification et l'adhésion des Communautés de Communes demanderesse, à signer une convention de mission de mandat et l'autoriser à cette fin à faire toutes les démarches nécessaires et à signer tout document contractuel.

Après en avoir délibéré, le Comité Syndical, à l'unanimité des membres présents ou représentés, **ADOpte** ces propositions.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME
Le Président du Syndicat,

Jean PASCAL

STATUTS DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE

ARTICLE 1ER : CONSTITUTION, FORME, DENOMINATION

Conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales relatives aux syndicats mixtes et notamment ses articles L 5711-1, 5711-2 et 5711-3, le Syndicat des Eaux du Bassin de l'Ardèche, désigné sous l'acronyme « S.E.B.A. », syndicat mixte à la carte fermé, créé par arrêté préfectoral en date du 9 décembre 1957, est constitué entre

- 1 Les 3 Syndicats Intercommunaux suivants :
 - le Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau de Barjac (abréviation : SIAE de Barjac)
 - le Syndicat Intercommunal de St Etienne de Fontbellon/Saint Sernin (abréviation : SIAE de Saint-Etienne de Fontbellon/Saint-Sernin)
 - le Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple Olivier de Serres (abréviation : SIVOM Olivier de Serres)
- 2 Les 4 Communautés de Communes suivantes :
 - la Communauté de Communes des Gorges de l'Ardèche (abréviation : CCGA)
 - la Communauté de Communes du Vinobre (abréviation : néant)
 - La Communauté de Communes du Pays d'Aubenas-Vals (abréviation : CCPAV)
 - La Communauté de Communes du Pays des Vans en Cévennes,
 - **La Communauté de Commune de(liste à arrêter après la consultation des Conseils Communautaires intéressés)**

Soit dans le cadre de la représentation-substitution pour la compétence Service Public Assainissement Non Collectif (SPANC) pour les Communes adhérentes à la compétence facultative « Assainissement collectif et non collectif » et membres de la compétence obligatoire « Eau Potable – Production et distribution à l'utilisateur »

Soit dans le cadre d'une adhésion directe à la compétence facultative limitée « Assainissement non collectif » pour les autres Communes de ces Communautés de Communes non membres de la compétence obligatoire « Eau Potable – Production et distribution à l'utilisateur »

- 3 Les 49 Communes suivantes :

AUBENAS
BALAZUC
BANNE
BEAULIEU
BERRIAS & CASTELJAU
CHANDOLAS
CHASSIERS
CHAUZON
CHAZEAX
CHIROLS
FABRAS
FAUGERES
FONS
GROSPIERRES
JOANNAS
JOYEUSE
LABEAUME

LABEGUDE
LACHAPELLE S/S AUBENAS
LALEVADE D'ARDECHE
LARGENTIERE
LAURAC EN VIVARAIS
LES ASSIONS
MALBOSC
MEYRAS
MONTREAL
PONT DE LABEAUME
PRADONS
PRUNET
RIBES
ROCHER
ROCLES
ROSIERES

RUOMS
SAMPZON
SANILHAC
ST ALBAN AURIOLLES
ST ANDEOL DE VALS
ST ANDRE DE CRUZIERES
ST JULIEN DU SERRE
ST PIERRE DE COLOMBIER
ST PRIVAT
TAURIERS
UCEL
UZER
VALS LES BAINS
VERNON
VINEZAC
VALLON PONT D'ARC

ARTICLE 2. COMPETENCES

Le Syndicat exerce une triple compétence :

2.1 – Compétence obligatoire 1 : Eau Potable - Production et distribution à l'utilisateur



Elle comprend notamment les études, la création, la réalisation, l'exploitation et la gestion par tous moyens du service public de production et de distribution d'eau potable, ainsi que toutes opérations administratives, commerciales, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement à l'objet du Syndicat et susceptibles d'en faciliter le développement, ainsi que celles liées à la préservation et à la valorisation de son patrimoine.

Les collectivités ayant délégué cette compétence sont regroupées par territoire tel qu'arrêté en annexe 1 « Carte des Territoires du SEBA Eau – Production et distribution à l'usager et des Collectivités du SEBA Eau – Production et fourniture en gros », chacun bénéficiant d'au moins un poste de livraison du réseau-ossature PdV/Gerbial.

Cette compétence est exercée pour les Communes dénommées « SEBA Eau - Production et distribution à l'usager » et listées en annexe 2 « Etat des Communes du SEBA – Eau Potable – Production et distribution à l'usager ».

2.2 – Compétence facultative 2 : Assainissement collectif et non collectif des Collectivités ayant transféré la compétence « SEBA Eau – Production et distribution à l'usager »

Elle comprend notamment les études, la création, la réalisation, l'exploitation et la gestion par tous moyens du service public d'assainissement collectif et non collectif des effluents domestiques, ainsi que toutes opérations administratives, commerciales, mobilières et immobilières pouvant se rattacher à cette compétence facultative et susceptibles d'en faciliter le développement, ainsi que celles liées à la préservation et à la valorisation de son patrimoine. L'ensemble de cette compétence est exercée pour les collectivités du « SEBA Eau - Production et distribution à l'usager » ainsi que les Communautés de Communes ayant pris la compétence de l'assainissement non collectif dans le cadre de la représentation-substitution pour la compétence Service Public Assainissement Non Collectif (SPANC) pour les Communes adhérentes à la compétence facultative « Assainissement collectif et non collectif » et membres de la compétence obligatoire « Eau Potable – Production et distribution à l'usager », l'ensemble des collectivités adhérentes à cette compétence est dénommée « SEBA Assainissement collectif et non collectif » et listées en annexe 3 « Etat des Collectivités du SEBA Assainissement collectif et non collectif ».

2.3 – Compétence facultative 3 : Assainissement non collectif des Communautés de Communes dont les Communes n'ayant pas la compétence « SEBA Eau – Production et distribution à l'usager »

Elle comprend notamment les études, la création, la réalisation, l'exploitation et la gestion par tous moyens du seul service public d'assainissement non collectif, ainsi que toutes opérations administratives, commerciales, mobilières et immobilières pouvant se rattacher à cette compétence facultative et susceptibles d'en faciliter le développement, ainsi que celles liées à la préservation et à la valorisation de son patrimoine. Cette compétence est exercée dans le cadre d'une adhésion directe à la compétence facultative limitée « Assainissement non collectif » pour les Communes de ces Communautés de Communes non membres de la compétence obligatoire « Eau Potable – Production et distribution à l'usager » et listées en annexe 3 précitée « Etat des Collectivités du SEBA Assainissement collectif et non collectif ».

2.4 – Compétence obligatoire 4 : Eau potable - Production et fourniture en gros

Elle comprend la production et la fourniture en gros d'eau potable à partir de l'usine de Pont de Veyrières située à Meyras et de l'usine de Gerbial située à Grospierrres et comprend les équipements nécessaires à la garantie d'un niveau de service commun pour tous territoires et collectivités adhérents tels qu'ils figurent pour information en annexe 4 « Carte des équipements du SEBA Eau – Production et fourniture en gros », à savoir :

- les unités de production précitées ;
- le réseau ossature principal compris entre ces deux usines ainsi que celui allant vers le SIAE de Barjac ;
- les réseaux ossatures secondaires desservant le SIVOM Olivier de Serres à Lavilledieu, la Commune de Fons, la Commune de Joyeuse ainsi que les territoires de « Vinobre », « Centre Tanargue », « Sud Tanargue » et « Saint-André de Cruzieres », y compris les équipements associés ;
- les réservoirs de l'usine de Pont de Veyrières (1 000 m³), de l'usine de Gerbial (50 m³), de Labégude (4 000 m³), des Bois à Ruoms (1 000 m³), de la Vierge de Chapias à Labeaume (490 m³) et des Divols à Beaulieu (300 m³) ;
- le ou les postes de livraison affectés à chacune des collectivités souscriptrices, complétés si besoin par un poste de surpression situé immédiatement en aval, devant délivrer une pression suffisante pour la fourniture l'eau au premier stockage des collectivités ou territoires concernés, ce dernier devant être obligatoirement être raccordé au poste de livraison et être équipé d'un dispositif de régulation aux frais des collectivités ou territoires bénéficiaires ;
- ainsi que toutes opérations administratives, commerciales, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement à l'objet du Syndicat et susceptibles d'en faciliter le développement, ainsi que celles liées à la préservation et à la valorisation de son patrimoine.

Cette compétence est exercée pour les collectivités des différents territoires du « SEBA Eau - Production et distribution à l'usager », ainsi que pour les 3 Syndicats Intercommunaux d'Adduction d'Eau de Barjac, de St Etienne de Fontbellon/Saint

Sernin, d'Olivier de Serres et les 5 Communes de AUBENAS, CHIROLS, FONS, JOYEUSE et VALLON, dénommés « SEBA Eau - Production sans distribution » ; ces 2 ensembles formant le « SEBA Eau » ainsi que présenté en annexe 5 « Etat des Communes et Territoires du SEBA Eau ».

La capacité potentielle de production de ces deux usines est de 360 l/s, délivrée en mètre-cube/jour sur la base de 31 104 m³/j et est répartie entre les différentes collectivités adhérentes du « SEBA Eau » selon les conditions arrêtées en annexe 6 « Etat des débits souscrits pour la compétence Eau Potable – Production et fourniture en gros ».

ARTICLE 3. SIEGE

Le siège du Syndicat est fixé à « la Sigalière », les Vergnades 07110 LARGENTIERE.

ARTICLE 4. DUREE

Le Syndicat est constitué pour une durée illimitée.

ARTICLE 5. GESTION COMPTABLE

Les fonctions de Receveur du Syndicat sont exercées par le Trésorier désigné par le représentant de l'Etat.

ARTICLE 6. RECETTES DU SYNDICAT

Conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, les recettes du Syndicat comprennent :

6.1. Le produit des taxes, redevances, contributions correspondant aux services assurés et notamment de toutes redevances perçues sur les usagers des compétences 1, 2 et 3 visées aux articles 2.1, 2.2 et 2.3.

6.2. Les contributions des collectivités adhérentes au prorata des débits souscrits tel que mentionnés à la compétence 3 visée à l'article 2.3 :

6.2.1. Pour les collectivités énumérées à l'article 2.1, 2.2 et 2.3 des présents statuts ayant transféré l'ensemble de leurs compétences « Eau potable – Production et distribution à l'usager » et, de manière facultative, « Assainissement collectif et/ou non collectif », le Syndicat assurant l'exploitation de services publics à caractère industriel et commercial, la prise en charge par les collectivités adhérentes de dépenses au titre de ces services publics est interdite conformément au Code Général des Collectivités Territoriales, sauf exceptions prévues audit code.

Le S.E.B.A. ayant seul compétence pour intervenir sur les réseaux de distribution d'eau potable des collectivités adhérentes, les travaux de raccordement des installations intéressant la défense contre l'incendie sont autorisés par le Syndicat à la demande des collectivités compétentes.

6.2.2. Pour les collectivités énumérées à l'article 2.4 des présents statuts ayant souscrit à la seule compétence 4 « Eau potable - Production et fourniture en gros » et pour assurer l'équilibre économique du financement et de la gestion des équipements généraux, les contributions des collectivités souscriptrices sont fixées par délibérations du Comité Syndical au prorata des débits souscrits en annexe 6 précitée et sont déterminées, quel que soit le mode de gestion, de la manière suivante :

- une part fixe annuelle au débit souscrit pour assurer, d'une part, le financement des investissements et, d'autre part, les charges d'exploitation fixes,
- une part variable liée, d'une part, au volume fourni pour assurer les charges d'exploitation et, d'autre part, à l'obligation d'une consommation minimale, tant annuelle qu'estivale, dont les montants seront arrêtés par le Comité Syndical.

En cas de demande de souscriptions nouvelles ou complémentaires, les mêmes dispositions s'appliqueront.

6.2.3. Pour l'ensemble des collectivités adhérentes et dès lors qu'il sera observé des dépassements journaliers récurrents, la collectivité souscriptrice est tenue, soit de souscrire un débit supérieur, soit de payer des pénalités dont le montant sera arrêté par le Comité Syndical ; à défaut le respect du débit nominal souscrit sera imposé.

6.3. Les revenus des biens meubles et immeubles du Syndicat.

6.4. Les sommes qu'il reçoit des administrations publiques, des associations ou des particuliers en échange de services rendus.

6.5. Les subventions de l'Etat, de la Région, du Département ou de tous autres organismes.

6.6. Le produit des dons et legs.

6.7. Le produit des emprunts.

ARTICLE 7 - COMPOSITION DU COMITE SYNDICAL

7.1. Pour les collectivités visées aux articles 2.1, 2.2 et 2.3 des présents statuts :

7.1.1. Chaque Commune est représentée par un nombre de délégués fixé en fonction de la population déterminée par le dernier recensement avant renouvellement général correspondant au tableau ci-après :

- Commune de 1.000 habitants et moins	:	1 délégué
- Commune de 1.001 à 2.000 habitants	:	2 délégués
- Commune de plus de 2.000 habitants	:	3 délégués.

Au cas où une Commune a confié sa compétence assainissement non collectif à une Communauté de Communes et conformément aux dispositions de l'article 5214.21 du CGCT, chaque Communauté de Communes sera représentée par **deux délégués. Ces délégués ne pourront** prendre part au vote que pour les affaires présentant un caractère commun à toutes collectivités adhérentes et pour les affaires relatives à la compétence **2 ou 3.**

7.1.2. Pour permettre d'assurer la représentation permanente de chaque collectivité adhérente, les collectivités désignent autant de délégués suppléants que de délégués titulaires. En cas d'empêchement du délégué titulaire et d'absence du suppléant, le titulaire peut donner procuration à un autre membre titulaire du Comité Syndical.

7.2. Pour les collectivités visées à l'article 2.4 des présents statuts :

7.2.1. Chaque Collectivité membre est représentée par un nombre de délégués fixé en fonction du débit souscrit sur la base d'un délégué par tranche de 10 litres/seconde, soit 864 m³/j, souscrits. Au cas où le débit souscrit n'est pas un multiple de 10, la collectivité bénéficiera d'un délégué supplémentaire. Les collectivités ayant souscrit pour un débit inférieur ou égal à 10 litres/seconde, soit 864 m³/j, sont représentées par un délégué.

7.2.2. Pour permettre d'assurer la représentation permanente de chaque collectivité adhérente, les collectivités désignent autant de délégués suppléants que de délégués titulaires. En cas d'empêchement du délégué titulaire et en l'absence du suppléant, le titulaire peut donner procuration à un autre membre titulaire du Comité Syndical.

ARTICLE 8 - FONCTIONNEMENT DU COMITE SYNDICAL

8.1. Tous les délégués prennent part au vote des questions telles qu'énumérées à l'article L.5212.16 du Code Général des Collectivités Territoriales **ainsi qu'au vote des questions relatives aux compétences définies à l'article 2.3 des présents statuts.**

8.2. Les délégués représentant les collectivités appartenant à la compétence 2.1 « SEBA Eau - Production et Distribution à l'utilisateur » et, le cas échéant, les délégués représentant celles appartenant à la compétence 2.2 « **Assainissement collectif et non collectif des Collectivités ayant la compétence** » **« SEBA Eau – Production et distribution à l'utilisateur et à la compétence 2.3 «Assainissement non collectif des Communautés de Communes dont les Communes n'ayant pas la compétence** » **« SEBA Eau – Production et distribution à l'utilisateur » prennent seuls part au vote des questions intéressant la ou les compétences transférées par leur collectivité.**

ARTICLE 9 - REALISATION D'OPERATIONS DE MANDAT

Le Syndicat peut réaliser des opérations de mandat pour le compte de ses Collectivités adhérentes (ou non). Elles font l'objet d'une convention dans le respect de la législation en vigueur. Le financement des études et des travaux est assuré par la ou les Collectivités qui les commandent.

ARTICLE 10 - DISPOSITIONS D'ORDRE GENERAL

Les règles de fonctionnement du Syndicat non spécifiées ci-dessus sont celles prévues par le Code Général des Collectivités Territoriales et/ou par le Règlement Intérieur du Syndicat.